

Une économie canadienne robuste devrait inciter la Banque du Canada à relever son taux directeur plus tôt que prévu

TORONTO – La vigueur soutenue de l'économie canadienne à court terme devrait permettre de devancer le relèvement des taux d'intérêt, affirment les économistes de la TD dans leurs *Prévisions économiques trimestrielles* de juin 2017. Les perspectives révisées des Services économiques TD à l'égard des taux d'intérêt sont accompagnées d'une révision à la hausse de leurs prévisions de croissance pour cette année, qui passent à 2,8 % par rapport à 2,3 % dans leur projection de mars.

« Pour que la banque centrale relève les taux, l'inflation doit d'abord augmenter. Nous nous attendons à ce que cela se produise, surtout si la croissance économique canadienne continue de progresser à un rythme nettement supérieur à son taux tendanciel dans les mois à venir », indique Beata Caranci, économiste en chef. Par conséquent, les Services économiques TD ont devancé de six mois leurs attentes d'une hausse des taux par la Banque du Canada, à octobre 2017.

Dynamisme économique à court terme

L'économie canadienne affiche une vigueur surprenante depuis le milieu de 2016, ce qui la place en tête des pays du G7 avec une croissance moyenne du PIB réel de plus de 3 % (taux annualisé) jusqu'à la fin du premier trimestre de 2017. De plus, les premières données sur la performance de l'économie canadienne au deuxième trimestre laissent entrevoir une autre expansion de 3 %.

Même si on ne s'attend pas à ce que ce rythme impressionnant soit maintenu au deuxième semestre, la croissance économique devrait demeurer dans une fourchette de 2 à 2,5 %, soit au-delà du taux tendanciel à long terme de l'économie.

« Cette année, la croissance de l'économie canadienne repose essentiellement sur les dépenses de consommation, puisque l'embauche demeure solide et les gains passés de richesse immobilière soutiennent les achats de biens coûteux. Mais ce n'est pas tout, car nous voyons maintenant des signes de vie dans d'autres secteurs. L'investissement non résidentiel en particulier semble lentement remonter la pente après deux années très difficiles, et les exportations devraient se redresser légèrement à compter du deuxième trimestre », affirme M^{me} Caranci.

Malgré les bonnes nouvelles, les risques n'ont pas diminué. Par exemple, l'administration américaine a déclenché la renégociation de l'ALENA, et les risques liés au marché canadien du logement se sont accentués. L'incertitude entourant les prévisions a augmenté après l'adoption, par le gouvernement de l'Ontario, d'une série de mesures visant à freiner les ventes et les prix trop élevés. M^{me} Caranci soutient ce qui suit : « L'expérience de Vancouver et d'autres pays nous apprend que cette forme d'intervention tend à ralentir le marché, et non à déclencher une correction importante. Toutefois, l'Ontario a imposé un éventail plus large de mesures dans un marché qui était peut-être enclin à davantage de comportements spéculatifs, ce qui rend l'évaluation des impacts plus difficile. À notre avis, l'ajustement devrait se poursuivre au moins jusqu'au troisième trimestre, lorsque des signes de stabilisation dans le marché de la revente de la région de Toronto devraient devenir visibles. »

L'émergence de pressions inflationnistes devrait permettre à la Banque du Canada de relever les taux

Malgré plusieurs trimestres de forte croissance économique, les mesures de l'inflation sous-jacente se situent bien en deçà de la cible de 2 % de la Banque du Canada, et ce, en raison des capacités excédentaires apparues en 2015 et en 2016. « Étant donné que les capacités excédentaires devraient être en grande partie absorbées d'ici la mi-année, l'inflation approche d'un point d'inflexion », affirme M^{me} Caranci.

La hausse d'octobre serait la première en 85 mois

Les pressions sur les prix commençant à se faire sentir, la première hausse de taux par la Banque du Canada en plus de six ans devrait avoir lieu en octobre. Comme l'incertitude demeure élevée, les augmentations de taux se feront vraisemblablement à un rythme lent et régulier. Des hausses de taux d'intérêt aux six mois environ devraient porter le taux directeur à tout juste 1,25 % d'ici la fin de 2018. M^{me} Caranci souligne ce qui suit : « La Banque du Canada a déjà adopté un ton plus favorable au relèvement de taux dans ses communications, mais la suite dépendra de l'évolution des données économiques dans les mois à venir. Quand les pressions inflationnistes se manifesteront de nouveau, plus rien n'empêchera la première hausse de taux en 85 mois. »

Outre les États-Unis, le Canada sera un des rares grands pays dont les facteurs économiques fondamentaux justifieront un relèvement des taux. Par conséquent, le dollar canadien devrait s'apprécier pour atteindre 0,77 \$ US d'ici la fin de l'année. De même, les taux obligataires subiront des pressions à la hausse en raison de l'effet combiné d'un resserrement monétaire au pays et aux États-Unis.

Modération de la croissance attendue l'an prochain

Les Services économiques TD s'attendent à ce que le relèvement des taux contribue à une modération de la croissance économique, qui devrait s'établir à environ 2 %. « Nous n'anticipons pas un important cycle de désendettement des ménages, mais de légères hausses des coûts d'emprunt freineront l'élan des dépenses de consommation », précise M^{me} Caranci. L'augmentation graduelle des taux d'intérêt devrait en outre favoriser un atterrissage en douceur de l'activité dans le marché canadien du logement au cours des prochaines années.

Malgré la révision des prévisions et les premiers signes d'une amélioration sur le plan des investissements, le principal risque à long terme pour le Canada n'a pas changé : la dépendance excessive envers la croissance du logement et des dépenses de consommation financées par emprunt. « Nous comptons toujours sur l'augmentation de l'activité des entreprises, des dépenses publiques et des exportations pour absorber une bonne partie des capacités excédentaires découlant du fléchissement de la croissance des dépenses de consommation des ménages », affirme M^{me} Caranci.

Personnes-ressources pour les médias

Beata Caranci, première vice-présidente et économiste en chef
Groupe Banque TD
416-982-8067

Derek Burleton, vice-président et économiste en chef adjoint
Groupe Banque TD
416-982-2514